

## Implantations des migrants à Lourdes : mise au point

### **Communiqué de presse d'Olivier MONTEIL**

*Conseiller Régional de Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées*

*Secrétaire départemental du Front National des Hautes-Pyrénées*

Compte-tenu de l'interprétation médiatique de la publication de mon dernier communiqué et de son annexe sur la page Facebook de notre fédération, il est nécessaire de faire une mise au point.

Il n'a jamais été question dans mon précédent communiqué de s'en prendre d'une quelconque façon aux migrants eux-mêmes, hébergés sur la commune de Lourdes.

Cela n'a jamais été l'objet de mon communiqué, au contraire, il s'agissait de dénoncer l'action gouvernementale de camouflage sur l'installation des migrants, faite dans l'ignorance totale de la population, sur plusieurs dizaines de sites lourdais.

L'annexe à ce communiqué laissait apparaître les adresses d'une partie des sites réquisitionnés (logements sociaux) ou loués (appartements privés) par le CADA de Lourdes. Dès hier 20 octobre matin, au vu des réactions qui interprétaient mon communiqué hors de son objet en me prêtant des intentions que je n'ai jamais eues, j'ai gommé les détails de ces adresses et dans l'après-midi j'ai définitivement supprimé ce document, dont la publication en l'état était une erreur et pour dissiper toute ambiguïté sur mes intentions.

Les Français et en l'occurrence les Lourdais, ont le droit de savoir et d'être informés sur ce qu'on leur impose sans les avoir consultés, qui plus est lorsque ce sont eux qui en supportent la charge financière par leurs impôts.

En ces temps de risques terroristes permanents, d'ailleurs pris très au sérieux à Lourdes au vu de la protection exceptionnelle qui a été par exemple effectuée pour les pèlerinages du 15 août, il en va de la sécurité de tous, de nos familles, de nos femmes et de nos enfants.

